

Le bulletin



LE 15^e COLLOQUE DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE VILLES ET VILLAGES EN SANTÉ Du projet à l'action

Après le mémorable colloque de l'an dernier, sur le thème *Vers des communautés durables*, on a voulu cette année poursuivre la réflexion amorcée et concrétiser l'utopie. C'est sous l'ambitieux projet, *Pour des communautés en santé et durables... Agissons maintenant!* que s'est ouvert, les 18, 19 et 20 septembre dernier, le 15^e colloque du RQVVS. Pour le président du Réseau, Marc Gascon, ce colloque indique clairement qu'«on veut aller plus loin dans notre engagement à développer des communautés en santé et durables».

C'est en Beauce, plus précisément à Saint-Georges, dans un territoire réputé pour ses innovations et son sens pratique, qu'on a cru bon d'ancrer la réflexion. Par des visites ciblées de projets petits et grands

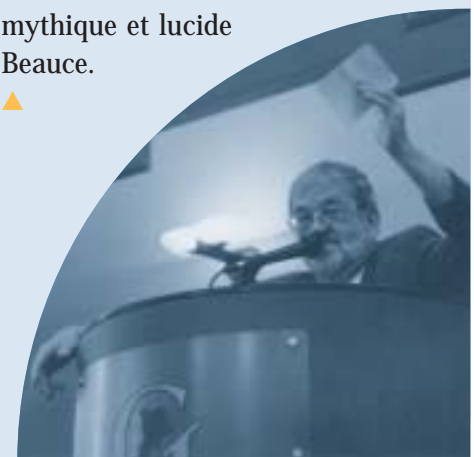
ainsi qu'un bon dosage de conférences et d'exercices de simulation, le colloque a su bien imbriquer théorie et pratique. Une deuxième année d'exploration d'un thème est toujours une aventure potentiellement périlleuse. Axées sur l'action, tout comme le sont la plupart des participants et participantes, certaines personnes conférencières ont parfois prêché à un public déjà convaincu. D'autres, toutefois, ont permis tantôt de valoriser les expériences concrètes, tantôt de valider des outils de suivi de projet.

Les pages qui suivent tentent de rendre compte du climat et des échanges réalisés lors de cet événement. Une rencontre impossible à imaginer sans la dynamique contribution des membres du Comité organisateur de Saint-Georges de Beauce. Le Réseau québécois de Villes et Villages en santé tient à souligner leur implication et leur dévouement qui ont fait de cette 15^e édition une réussite. ▲

Comité organisateur de Beauce

Bienvenue dans l'île de Beauce!

«Sur le plan culturel, la Beauce est une île», lance en introduction le coloré maire de Saint-Georges, Roger Carette. Pour lui, le caractère des insulaires rime avec créativité, audace, autonomie, conservatisme et sens de la fête. «En Beauce, on sait être solidaire devant la menace mais entre nous, on est capable de bien des tirailages», poursuit-il. Dans cette république de la PME, où le nombre d'emplois disponibles dépasse largement celui des habitants de la municipalité, le développement rapide n'a pas que des avantages. À preuve, le déplacement du centre-ville laissant derrière lui un quartier dévitalisé. Élogieux pour les gens qui font la Beauce, fier des particularités de sa région, Roger Carette est aussi conscient des défis à relever. Bienvenue dans la mythique et lucide Beauce. ▲



ACTIVITÉ PRÉ-COLLOQUE

Argent et persévérance : Les nerfs du développement

Imaginez une trentaine de personnes, à 60% des femmes, qui se passionnent pour ce qu'elles entreprennent, aiment les enfants, le plein-air et le jardinage. Ensembles, elles sont capables de vous préparer le meilleur des banquets. Elles ne supportent pas la bureaucratie et sont allergiques aux personnes qui mettent des bâtons dans les roues de leurs projets. Vous avez là un bel échantillon de coordonnatrices et coordonnateurs locaux de Villes et villages en santé.

Représentant 14 des 17 régions du Québec, les participants et participantes à l'activité pré-colloque étaient dynamisés à l'idée de raconter leurs bons coups. Après un long mais joyeux tour de table, quelques projets ont été présentés dont celui du Comité des lève-tôt de la Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies à Montréal.

Au cœur des échanges, la question du financement ressort. Plusieurs projets vivent uniquement grâce au bénévolat tandis que d'autres ont du



LÉO-PAUL PINET

personnel salarié. Comment ces derniers parviennent-ils à se financer? Les montages financiers sont nombreux et variés. Les subventions viennent principalement du Fonds de lutte contre la pauvreté, du Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA), du Pacte rural, de Centraide, des municipalités et des Régies régionales de la santé et des services sociaux.

suite page 4

« Voici votre sac... »

...votre cocarde, pratique avec le programme du colloque, votre pochette du colloque et celle de la Ville de Saint-Georges. Prenez aussi une petite pomme!» C'est dans ces mots, plus de 150 fois répétés, que Nicole Normandin, Thérèse Maranda et Renée Parent nous ont accueillis au 15^e colloque du RQVVS. Un accueil exceptionnel tout comme le sac flamboyant bleu et jaune : impossible de manquer les congressistes! ▲

Le Bulletin est le journal trimestriel du Réseau québécois de Villes et Villages en santé.

Dépôt légal, 4^{ème} trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 1192-3016

Coordination du bulletin : COMMUNICATIONS ASCLÉPIADE.

Rédaction : DANIEL SAMSON-LEGAULT ET JULIE PERREAU DE COMMUNICATIONS ASCLÉPIADE; MARIE-CLAUDE PIGEON.

Conception graphique : CAROLINE LÉGER

Photos : COMMUNICATIONS ASCLÉPIADE ET CLAUDE GAGNÉ.

Le conseil d'administration du Réseau québécois de Villes et Villages en santé est composé de huit membres élus comprenant une majorité d'élus municipaux ainsi que de trois membres nommés :

Le Président,

M. MARC GASCON,
Maire de Saint-Jérôme

Le Vice-président,

M. DENIS LAPOINTE,
Maire de Salaberry-de-Valleyfield

La Secrétaire-trésorière,

MME PAULETTE LALANDE,
Mairesse de Plaisance

Les administrateurs :

MME JOSÉE BOUCHARD,
Présidente, Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

MME AGATHE LALANDE,
Commission Gatineau, Ville en santé

M. JEAN-JACQUES LAMARCHE,
Directeur général, Carrefour de la santé et des services sociaux de la Matawinie

MME BRIGITTE LAMBERT,
Conseillère municipale à la ville de Sept-Îles

MME LISETTE LEPAGE,
Présidente, comité Québec Ville en santé, arrondissement Beauport

MME YOLETTE LÉVY,
Conseillère municipale à la ville de Val-d'Or

M. LAURENT MARCOUX,
Directeur régional, Direction de santé publique de Lanaudière

MME LOUISE O'SULLIVAN,
Membre du comité exécutif, Ville de Montréal

MME RENÉE DESCHÈNES,
Coordonnatrice de la MRC Haute-Gaspésie

Les membres du Centre d'information du Réseau québécois de Villes et Villages en santé sont : SONIA LABRIE, JULIE LEVESQUE, NICOLE NORMANDIN, MARIE-CLAUDE PIGEON ET LOUIS POIRIER.

945, avenue Wolfe, 5^{ème} étage
Sainte-Foy (Québec) G1V 5B3
Téléphone : (418) 650-5115, poste 5504
Télécopieur : (418) 654-3210
Courriel : info@rqvvs.qc.ca
Site Internet : www.rqvvs.qc.ca

ALAIN SAMSON

Commencer maintenant, c'est déjà réussir

«Qui n'a pas «entendu» une petite voix dans sa tête lui dire de faire attention à ceci, de ne pas faire cela...», lance Alain Samson aux participantes et participants qui, de façon évidente, l'ont déjà expérimenté. Exceptionnel motivateur, dès les premières minutes, Alain Samson conquiert la salle. «On a un vrai comité dans nos têtes», poursuit-il. «Il est en général formé d'un de nos anciens professeurs, d'une influence morale et souvent de l'écho de notre mère. L'important, c'est d'être capable de gérer son comité.»

Il lance donc une série d'idées dangereuses que notre «comité» nous transmet et contre lesquelles il faut opposer une idée positive. Ainsi, le «y m'aidera pas, je le sais», devient plutôt «il pourrait peut-être m'aider si je le lui demande...». Le «j'oserais si j'étais moins vieux» devient «il n'y a pas d'âge pour oser». «Vous avez la responsabilité d'empêcher

les pensées dangereuses de nuire à votre réussite et surtout, vous avez le droit de réussir», soutient Alain Samson.

Des rats et des humains

Faisant appel à une étude sur le comportement, Alain Samson raconte une expérience scientifique où deux groupes de rats sont soumis à des décharges électriques de faible intensité. Le premier groupe de rats, dit «malchanceux», est totalement soumis aux décharges tandis que dans le second groupe, dit «chanceux», une ficelle relie la patte des rats à un mécanisme arrêtant les décharges. Après une série de décharges, les rats sont remis dans leurs cages respectives. Le groupe «malchanceux», traumatisé, dépérit. Les rats perdent leurs poils, manquent d'appétit et, en bout de ligne, meurent. Le groupe «chanceux» n'est pas traumatisé et reprend son train de vie habituel sans être affecté. «Cet exemple illustre la nécessité d'avoir un sentiment de contrôle sur notre vie et notre environnement», explique Alain Samson. «Si l'être humain manque de contrôle, il se décourage.»

Et des rats aux humains, les similitudes sont grandes. Il s'en suit une série de recommandations allant d'éviter les «y faudrait» jusqu'à la nécessité de parfois dégrossir un

projet en plusieurs segments réalisables, sur lesquels on aura du contrôle. Pour Alain Samson, trois facteurs contribuent à la réussite : se fixer des buts, avoir confiance en soi et persévérer. «Il ne faut pas voir la réussite comme un état», soutient M. Samson. «Chaque victoire ouvre sur un nouveau projet», croit-il. ▲

Caractéristiques d'un bon objectif

- ▶ écrit
- ▶ précis
- ▶ en termes positifs
- ▶ limité dans le temps
- ▶ dans ma zone de contrôle
- ▶ m'enthousiasme
- ▶ réaliste
- ▶ m' (nous) appartient

▶ *«C'est motivant ! On se fait trop souvent dire qu'on ne réussira pas. Moi, au contraire, ça me pousse à aller de l'avant.»*

LORRAINE CLOUTIER, conseillère municipale de Saint-Séverin, Chaudière-Appalaches

▶ *«Un exposé comme celui-là donne des outils aux bénévoles qui vivent souvent des phases de découragement en cours de projet.»*

ROBERT LALIBERTÉ, organisateur communautaire, CLSC des Pays-d'en-Haut, Laurentides

ALAIN SAMSON



suite de la page 2

Argent et persévérance ...

Sortir du silo

Comment peut-on mieux s'entraider entre les colloques? Qui initie les projets de Villes et villages en santé? Comment assurer la viabilité des projets? Voilà d'autres préoccupations soulevées lors de la trop courte activité pré-colloque. À la question: «VVS, qu'est ce que ça donne?», les réponses sont nombreuses. Dans la MRC des Pays-d'en-Haut, dans les Laurentides, «plusieurs personnes et groupes pensent encore en silo», affirme Robert Laliberté, organisateur communautaire. «On voit encore beaucoup les communautés à partir de leurs problèmes, de leurs pathologies», poursuit-il. À VVS, l'approche nous permet justement de sortir des silos et de voir la globalité des collectivités.»

Dans le petit village de Notre-Dame-du-Nord, en Abitibi-Témiscamingue, l'action des bénévoles a permis d'accroître le sentiment de sécurité et la qualité de vie du milieu. «VVS a changé la perception des adultes vis-à-vis des jeunes», soutient Jean-Paul Perreault bénévole au comité local. Jusqu'en Acadie, au Nouveau-Brunswick, «le concept Villes et villages en santé nous a permis d'élaborer un discours sur le développement rural», explique Léo-Paul Pinet du Mouvement acadien des communautés en Santé. «Ce qui est central dans cette approche, c'est que le développement repose sur l'action des citoyennes et citoyens. Ils sont au coeur de la démarche.» ▲

CLAUDE VILLENEUVE

Le développement durable à portée de la main

Alors qu'il avait présenté une grille d'analyse du développement durable l'an dernier, Claude Villeneuve revient cette fois avec une nouvelle grille pondérée et choisit de la tester avec la salle. Le test fonctionne mais montre que la démarche est complexe, trop peut-être. Bon joueur, Claude Villeneuve reconnaît: «l'outil n'est pas mûr. On devra éventuellement accompagner la grille d'un cahier de consignes expliquant le système de pondération». Il nous promet une version améliorée sous peu.

Claude Villeneuve, professeur responsable du diplôme en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi, reprend quelques idées maîtresses du développement

durable? Non. Plutôt UN mode de pensée qui invite à situer nos actions dans une perspective globale. Il est caractérisé par la volonté de changer les choses, une pré-

► «La démarche doit être plus facile pour qu'on puisse l'utiliser dans nos milieux. Lorsqu'on fait appel à des experts, ça doit rester accessible. C'est à la limite.»

CÉCILE RIVARD-PERREULT ET JEAN-PAUL PERREULT
de Notre-Dame-du-Nord, Abitibi-Témiscamingue

► «La grille n'est pas opérationnelle. Pour l'instant, je ne suis pas capable de l'expliquer à mon conseil municipal.»

DANIÈLE GUILBAULT, Lebel-sur-Quévillon,
Nord-du-Québec



CLAUDE VILLENEUVE

CLAUDE VILLENEUVE Le développement durable à portée de la main

Centré sur l'humain

Loin d'être uniquement une approche environnementale, Claude Villeneuve insiste sur la dimension anthropocentriste du développement durable. «Le développement durable concerne les humains et leur qualité de vie présente et future», explique-t-il. «Son objectif est d'englober tous les aspects de la satisfaction des besoins humains.» La grille qu'il propose essaie de tenir compte de cette globalité.

Toujours subdivisée en quatre pôles (écologique, éthique, social et économique), la nouvelle grille comporte des questions spécifiques



explorant différents aspects de chaque pôle. L'aspect nouveau de la grille est sans conteste le système de pointage. Cela devrait permettre d'identifier les points forts et les points faibles des projets. «La pondération sert à une équipe d'analystes à s'entendre sur l'importance que devrait avoir chaque objectif spécifique», explique Claude Villeneuve.

Pondération chérie

À partir de cas fictifs, les ateliers testent le système de pondération. Entrant rapidement dans leurs rôles, les participantes et participants entament de longues mais cruciales discussions. L'exercice vise à hiérarchiser les différents objectifs spécifiques. Par exemple, le projet privilégie-t-il davantage l'éducation relative à l'environnement ou contribue-t-il à maintenir la biodiversité? La note obtenue fait alors ressortir les points forts du projet et les aspects qui méritent amélioration.

Pour Claude Villeneuve, l'exercice de pondération est bien sûr ardu, «mais il permet de juger différemment un projet selon le milieu où il se réalisera, ses caractéristiques et ses besoins». Selon lui, la longue discussion collective est essentielle pour arriver à une solution gagnant-gagnant. ▲



Brian Perro : messenger du carriotage

Conteur, Brian Perro de la Mauricie a littéralement séduit et réchauffé la salle en ce début de colloque. Par l'humour et la légende, Brian Perro a abordé des thèmes sérieux comme les guerres de clochers, la rumeur urbaine et l'importance de la mémoire collective. La définition du «carriotage», concept popularisé à Grand-Mère, a beaucoup fait jaser... Pour connaître la définition, demandez aux participants ou profitez de votre prochaine visite en Mauricie! ▲



Jeunes paroles

«Monsieur le maire, l'eau de la rivière est polluée par le purin lors de la période d'épandage et on ne peut plus se baigner. Qu'est-ce que vous pouvez faire pour améliorer la situation?», demande Patricia Hénault de l'école Des Sittelles à Saint-Georges. Le maire se lève et tente une réponse en expliquant qu'il n'a pas tous les pouvoirs pour régler le problème...

Ils sont quatre jeunes (Nicolas Champagne, Laura Dumais-Rosa, Patricia Hénault et Katerine Poulin) d'une classe de 6^e année à avoir préparé des questions pour Roger Carette et Claude Villeneuve. Accompagnés au cours des derniers mois par Yval D'aigle, membre du comité organisateur du colloque, les jeunes vont droit au but. Les réponses sont parfois très convaincantes, parfois plus évasives... Leurs préoccupations touchent des enjeux majeurs : pollution de l'air, de l'eau, gestion des déchets et de la forêt. Bien que l'échange ait été court, l'exercice était fort intéressant. Il révèle une conscience aiguë de la jeune génération pour la qualité de leur milieu de vie. Une expérience à répéter et enrichir. ▲

KATHERINE POULIN ET
PATRICIA HÉNAULT

CENTRE INTÉGRÉ EN MÉCANIQUE INDUSTRIELLE DE LA CHAUDIÈRE (CIMIC)

Durable de former les jeunes

Au mitan des années 80, les infrastructures modernes d'éducation supérieures sont pratiquement inexistantes en Beauce. Les filières de formation sont dépassées et le milieu ne valorise pas la formation

La Commission scolaire a investi une partie de son surplus budgétaire. La ville de Saint-Georges a amené l'eau et l'électricité gratuitement au site. L'Archevêché a donné le terrain.



professionnelle. Or, pour garder le cap sur la prospérité économique, le contexte mondial exige une meilleure formation de la future génération. «On s'est dit que nos trois pauvres que sont la Commission scolaire, le collège privé et le centre universitaire, feraient peut-être un moins pauvre en s'unissant», se rappelle le maire de Saint-Georges, Roger Carette. «C'est là, dit-il, qu'est née l'idée du Centre intégré rassemblant sous un même toit formation, recherche et production.»

Parlons-en du toit. Un vrai dôme de l'ère spatiale. Sans parler des capteurs solaires qui chauffent le bâtiment. Un système de géothermie, ressemblant au principe des thermopompes domestiques, équilibre chauffage et climatisation du bâtiment. Tant qu'à se tourner vers le futur, on n'a pas fait les choses à moitié. Tout le milieu a contribué.

Prendre le virage

«Former les enfants, c'est la chose la plus durable», lance le maire. «C'est notre première ressource naturelle à valoriser», poursuit-il. En 10 ans, le CIMIC a formé 5 000 finissantes et finissants en usinage sur machine outils, en soudage et autres métiers en demande dans le secteur manufacturier. «Les jeunes ainsi formés ont permis à beaucoup d'entreprises du milieu de prendre le virage technologique», explique M. Carette, aussi membre du comité fondateur du CIMIC.

Le CIMIC accueille maintenant une clientèle diversifiée dont 25 % vient de l'extérieur de la Beauce. 70 % des jeunes en formation sont dans la vingtaine. 5 % de femmes étudient en soudure, une proportion qui grimpe à 40 % en dessin technique. ▲

JÉRÔME VAILLANCOURT - AGENDA LOCAL 21

Un levier pour réaliser le développement durable

«L'Agenda local 21 se veut un outil réel de solidarité locale et mondiale», soutient Jérôme Vaillancourt de l'organisme Vivre en ville. On compte actuellement 6 000 démarches amorcées dans le monde dans 113 pays dont plusieurs en Europe. Ressemblant en plusieurs points à l'approche mise de l'avant par Villes et Villages en santé, qu'apporterait l'adhésion à l'étiquette «Agenda 21»? «Cela pourrait être un levier pour impliquer davantage les gouvernements aux niveaux législatif et financier», croit M. Vaillancourt. Selon lui, «cela permettrait aussi de tirer avantage de l'expérience des milliers de groupes affiliés dans le monde.»

L'Agenda 21 prend naissance aux lendemains de la Conférence internationale sur l'Environnement tenue à Rio de Janeiro en 1992. «On commence à comprendre au

niveau international que tout est complexe et interdépendant», explique Ianik Wright-Larin de Vivre en ville. On souhaite mettre de l'avant une stratégie locale et globale capable d'inclure le principe de précaution et d'accorder un rôle accru à des groupes marginalisés depuis longtemps. Une stratégie capable de travailler pour les générations futures et d'impliquer la population dans les décisions qui la concernent.

Cinq étapes

L'Agenda local 21 procède en cinq étapes. La première coïncide avec la formation du groupe porteur, multisectoriel. La deuxième étape est celle du diagnostic. On évalue l'état d'avancement du développement durable dans la collectivité. Données sociales, économiques et environnementales sont recueillies. On ramassera aussi des données sur le fonctionnement politique ou administratif de la communauté. «À l'étape trois, on établit la stratégie à long terme à partir de l'analyse des données du milieu», explique Stanislas Kételes, aussi de Vivre en ville. C'est à ce moment qu'on identifie les priorités d'action. On élabore ensuite un plan d'action et, finalement, on met en œuvre. ▲

► *«Intéressant mais il y a beaucoup de données. C'est un modèle qu'on fait déjà sans l'appeler Agenda 21.»*

MARGOT COURCHESNE, comité famille de Saint-Georges, Chaudière-Appalaches

► *«C'est le même processus que Villes et Villages en santé mais sous l'angle environnemental plutôt que celui de la santé.»*

GENEVIÈVE D'AMOURS, Direction de la santé publique de l'Outaouais

CLAUDE THIREAU

Des ressources, pas des déchets

«Dans le comté de Beauce-Sud, on récupère entre 12 et 15%», précise Claude Thireau de la Régie intermunicipale. «On souhaite grimper à 35% à moyen terme, bien que l'objectif du ministère de l'Environnement soit de 65%», poursuit-il. Et ce ne sont pas les projets qui manquent. En plus des projets actuels de collecte de déchets dans les secteurs résidentiel, multilogement et industriel, on compte développer une déchetterie et le compostage en milieu urbain.

Avec ses 23 000 bacs de recyclage répartis sur le territoire, la Régie contribue concrètement au développement durable de la Beauce. Elle récupère aussi les matières dangereuses, les feuilles et sapins de Noël. Depuis un certain temps, la Régie procède même à la collecte des «encombrants» soit les poêles, frigidaires, laveuses et autres gros meubles qui ne servent plus.

Quant au projet de la déchetterie, «il permettrait de récupérer les branches d'arbres, les résidus de rénovation ou des matériaux comme la brique, l'aluminium ou le béton», explique Claude Thireau. Un pas de plus pour faire des déchets des ressources. ▲



Un lieu de rendez-vous

CLAUDE LEMIEUX

Un lieu de rencontre. Dans la ville. On pense à un local, fermé, où des gens discutent. À Saint-Georges, on a pensé à un site de repos: le «Rendez-vous à la rivière», sur la magnifique rivière Chaudière qui traverse la ville. Réussir un lieu de rencontre, le curé local appelle cela de la pastorale. Moderne, il va sans dire...

La conception a débuté en 1998. C'est un projet qui voulait coïncider avec le changement de millénaire. À l'époque, la Chaudière était très gonflée au printemps, pour devenir un petit ruisseau mal-odorant le restant de

l'été. Un aménagement a été pensé, dont un barrage gonflable rétractable, finalement en opération cette année. Des barrages semblables, pour des fins récréotouristiques, sont rares, même à la grandeur de la planète. Le refoulement de l'eau se fait ici sur deux kilomètres. La hausse du niveau a fait surgir un petit lac, entouré de végétation et d'oiseaux.

Claude Lemieux, le président de la corporation «Rendez-vous à la rivière», est l'ancien directeur du CLSC qui venait de prendre sa retraite. Ce qui n'était pas sans créer de la confusion. «Le CLSC va faire des barrages» a-t-on même entendu parfois!

Cinq ans plus tard...

Il raconte sa demande de permis au ministère de l'Environnement. Avec humour, il avait dit un moment

donné au fonctionnaire :

«Si vous pouvez préparer ça, je vais à Québec demain, je le prendrais en passant.» Après 5 ans d'études, qui touchaient plusieurs ministères des deux paliers de gouvernement, le permis a été accordé.

Les problèmes n'ont pas manqué. La petite île au milieu était une gravière commerciale, il a fallu l'acheter. Il a aussi fallu s'entendre avec chacun-e des riverains concernés dans cette zone inondable. Il reste encore à régler un problème de sécurité, car les jeunes s'aventurent parfois directement sur le barrage.

Mais l'endroit est fréquenté, l'objectif est atteint. ▲



VISITE DU SITE

MARCEL DUTIL Se fier sur ses ressources

Dans une conférence à bâtons rompus, Marcel Dutil, président du Groupe Canam Manac inc, a présenté l'imposant projet de barrage rétractable et lieu de rencontre qu'est le «Rendez-vous à la rivière» (voir ci-contre). Si c'est une réussite, c'est à cause de l'implication de personnes professionnelles et de gens d'affaires. C'est sans conteste la recette beauceronne qui a fonctionné. «On a parti le projet et ensuite on a demandé au gouvernement de nous soutenir», explique Marcel Dutil. «Si on avait poussé sur le gouvernement avant, le projet n'aurait peut-être jamais vu le jour», ajoute-t-il. L'imposante composition du comité financier du projet y est sûrement pour beaucoup dans le succès de ce projet ambitieux. ▲

Un arboretum

Des terrains vagues, plats, à peu près abandonnés, ce n'est pas ce qu'il y a de plus beau dans une ville. À Saint-Georges, il y en avait un coin 18^e Rue et 6^e Avenue. C'est un projet «Villes et villages en santé» de 1995 qui a voulu en faire un parc. Les travaux débutaient l'année suivante.

L'architecte paysager a réussi une conception globale de ce petit havre

de paix dans le centre-ville. Quelques voyages de terre ont permis des buttes et une végétation qui cachent le bruit et la pollution de la rue. De chaque côté du sentier principal, plantes et fleurs foisonnent. Un kiosque existait déjà mais a été complètement rénové. Devant, le terrain incliné fait une estrade en pelouse. Une fois par semaine maintenant, il y a concert dans le parc.

cueil pour personnes âgées qui se trouve juste à côté.

Thérèse Maranda, qui nous a fait visiter, évalue les investissements à près de 400 000 \$, incluant beaucoup d'apports bénévoles. À la première étape, la Ville avait investi 25 000 \$.

Du vandalisme? Oui, les premières années, et pas nécessairement de la part de jeunes, comme les préjugés pourraient vite le faire croire. Certaines personnes trouvaient certaines plantes trop belles pour les laisser dans un endroit public... Après quelques années, la situation s'est améliorée. ▲



THÉRÈSE MARANDA

Jardin santé

Le voisinage, sceptique d'abord, a été surpris du résultat. Et l'Arboretum sert aussi de jardin pour les bénéficiaires et les employés du centre d'ac-

Un grand parc forestier

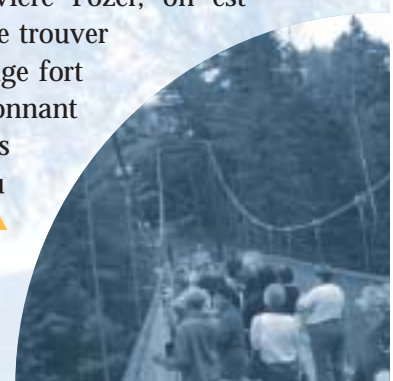
Du côté ouest de la ville, cette fois, l'espace, la forêt et les collines ont permis l'aménagement du Parc des 7 chutes. Plus de 30 000 personnes circulent chaque année dans ce centre récréotouristique complet. Piste d'hébertisme, piscine et barbotteuse, aire de services, tables de pique-nique, plages de baignade, basketball, volley-ball de plage. On projette encore de compléter l'offre d'hébergement dans la ville en aménageant le parc pour du camping.

Michel Cloutier, qui a guidé la visite, travaille au Syndicat des produc-

teurs de bois de la Beauce, qui agit comme experts-conseil pour l'entretien du parc. On a identifié les plus beaux arbres, pour les dégager et les mettre en valeur, par exemple deux grands pins blancs qui datent du 19^e siècle. On replante régulièrement certaines essences presque disparues. Le bois coupé est sorti du parc en véhicule tout-terrain plutôt qu'en camion, ce qui est «plus long mais moins dommageable» pour le reste de la végétation.

Une falaise très escarpée était érodée par la rivière qui la frappait de plein

fouet: on l'a stabilisée avec une membrane géo-textile. Plus loin, depuis juin 2002, à travers les 7 kilomètres de sentiers pédestres, une passerelle de bois de 40 mètres permet de traverser la rivière, à 25 mètres au-dessus. Dans ces gorges de la rivière Pozer, on est surpris de trouver un paysage fort impressionnant aussi près en milieu urbain. ▲





YOLETTE LÉVY, CONSEILLÈRE MUNICIPALE A VAL-D'OR, EST VENUE NOUS INVITER, AVEC HUMOUR, AU PROCHAIN COLLOQUE DU RQVVS, AVANT UNE DISTRIBUTION DE CADEAUX SURPRISES...

LES PRIX ONT ÉTÉ REMIS PAR M. DENIS LAPOINTE, VICE-PRÉSIDENT DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE VILLES ET VILLAGES EN SANTÉ ET MAIRE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, M. ROGER CARETTE, MAIRE DE SAINT-GEORGES ET MADAME NATHALIE NORMANDEAU, MINISTRE DÉLÉGUÉE AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET AU TOURISME.



Municipalité de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix : La ferme animée du Saguenay-Lac-Saint-Jean



Ville d'Edmundston : Carrefour des citoyens d'Edmundston



Arrondissement de Beauport : Beauport Solidaire



Ville de Laval : Droit de cité



Ville de Québec : La pénurie de logements et le partenariat

de mérite

Prix d'excellence



Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard : La protection des berges et du milieu aquatique



Ville de Salaberry-de-Valleyfield : Moi, je fais partie d'une bonne gang!



Ville de Victoriaville : Les vélos communautaires



Municipalité de Notre-Dame-du-Nord : Mobilisation des partenaires pour une approche intégrée de promotion de la qualité de vie des citoyennes et citoyens

Municipalité de Pointe-à-la-Croix : Harmonie inter-communauté Pointe-à-la-Croix-Listuguj



Ville de Trois-Rivières : Mise en valeur écotouristique de l'île Saint-Quentin (1994-2003)

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE Défis de la concertation

Ce n'est pas parce qu'une pomme a une «poque» qu'elle est pourrie. Il faut non seulement apprendre quoi faire et comment le faire mais également, il faut changer la mentalité des gens. Voilà le programme résumé de Moisson-Beauce.

Après 9 ans d'opération, Madame Éliane Pomerleau, directrice de Moisson-Beauce, est fière de ses nouveaux locaux. Depuis 1994, ils étaient situés dans un sous-sol et le travail se faisait avec des balances de maison. L'endroit actuel est d'une propreté exemplaire. Chaque salle a ses fonctions : denrées non périssables, pesée, salle des fruits et légumes, pains, etc. Trois personnes sont payées, les autres sont bénévoles et formées sur place. On prévoit démarrer des ateliers de cuisines et de récupération de nourriture.

Le milieu voulait un seul organisme capable de gérer les demandes d'organismes travaillant avec des personnes défavorisées. Actuellement, on donne jusqu'à

500 tonnes de nourriture annuellement à 45

organismes présents sur les territoires de Beauce-Étchemin, du Granit et de Bellechasse.

Pour en arriver là, Madame Pomerleau a dû croire en son projet. Elle demeure néanmoins inquiète face au peu d'intérêt que le problème de la pauvreté soulève. Elle doit se battre pour avoir des sous et les personnes les mieux placées pour l'aider font souvent la sourde oreille. Elle prépare d'ailleurs un colloque sur la pauvreté pour mars prochain. Elle espère bien que plusieurs entendront son appel.

Rouyn-Noranda

Pour Denise Lavallée, coordonnatrice de Rouyn-Noranda en santé, la mise sur pied du Centre Bernard-Hamel, s'est déroulée différemment. On lui a donné le mandat de régler les tensions entre les organismes répondant aux personnes défavorisées. Les fournisseurs avaient à répondre à plusieurs demandes, les services étaient différents d'un endroit à l'autre, des personnes et des bénévoles abusaient et gênaient la cause. On a commencé par identifier et recueillir le plus d'informations possible sur les principaux intervenants. Après plusieurs entrevues auprès de 17 organismes, Madame Lavallée identifie 41 problèmes... Plutôt que de travailler les aspects négatifs, elle mise sur leurs forces.

Après 3 ans, le Centre Bernard-Hamel inaugure officiellement ses portes. Aujourd'hui, 14 points de services couvrent tout le territoire de la nouvelle ville de Rouyn-Noranda. 167 000 kg de nourriture sont donnés par année, 8 personnes employées et plusieurs centaines de bénévoles s'y dévouent. ▲

Qu'est-ce qui est juste ?

Comment donner équitablement? Comment distribuer la nourriture de façon juste pour tout le monde? Les conceptions de la justice varient selon notre perspective: égalitariste, libertaire ou utilitariste. La façon d'approcher la répartition des biens suit cette même tendance. Six axes président à la façon de concevoir la réponse aux besoins individuels: 1) par les besoins fondamentaux de chacun, 2) par l'égalité de traitement pour des cas similaires, 3) par la référence au hasard style «1^{er} arrivé, 1^{er} servi», 4) par le mérite personnel, 5) par la contribution sociale d'un individu et, finalement, 6) par le respect de l'autonomie dans un contexte de libre marché. Et vous, à quel axe votre pratique se raccroche-t-elle? ▲



LE TRANSPORT COLLECTIF

Des solutions alternatives

Des autobus scolaires à peu près vides obligés de circuler mais pas de transport collectif pour le reste de la population? Un non-sens. En Beauce et à Matane, on renverse la tendance. Transport en commun intégré, en Beauce-Etchemin on offre les places disponibles dans les autobus jaunes aux adultes. Transport ajusté 2000, à Matane, fait un mariage entre le transport scolaire, le transport adapté et le réseau de taxis.

«À la base du projet, une entente de service a été conclue avec la Commission scolaire qui s'est engagée à offrir gratuitement les places disponibles sur ses autobus», explique Micheline Verreault, directrice de Transport ajusté 2000. Depuis le 6 janvier 2000, un autobus sillonne la périphérie de Matane pour amener les jeunes à la polyvalente, un autre, pour l'éducation des adultes, va au centre-ville directement. Le circuit adapté circule aussi dans ces deux sens. Au niveau adapté, on peut faire quelques kilomètres de plus pour accommoder la nouvelle clientèle; au niveau scolaire, les heures ne bougent pas et l'embarquement et le débarquement sont ceux des enfants.

La carte de membre coûte 5 \$ et chaque transport coûte 2 \$, calculé par mode de transport (tant que la personne circule en autobus, ça lui coûte 2 \$, si elle prend ensuite le taxi, ça lui en coûte un autre). L'aller-retour coûte donc 4 \$, parfois

8 \$. On demande d'avertir l'organisme du besoin au moins 24 heures à l'avance.

Banquettes réservées

L'organisme rencontre tous les chauffeurs d'autobus au moins une fois par année. La discipline est nécessaire. L'état d'ébriété n'est pas permis. Les banquettes sont réservées de l'avant à l'arrière de l'autobus: les parents sont ainsi sécurisés sur la cohabitation de leurs enfants et des autres adultes.

Un problème concret s'est présenté rapidement en début de mois, alors que les gens ramenaient toute leur épicerie vers la maison: l'espace manquait. Après négociations, les épiceries de la ville ont accepté de livrer gratuitement, sur présentation de la carte de membre de Transport ajusté 2000, à la grandeur de la MRC (parfois sur une distance de 30 km). On permet maintenant deux bagages à main.

La MRC embarque

La MRC met l'équivalent de 14 000 \$ dans le système. Et en vertu du programme ministériel existant, le gouvernement contribue pour un même montant. En réponse à une question sur l'inégalité des services existants, Micheline Verreault a rappelé que toutes les municipalités du Québec ont l'obligation d'offrir du transport adapté, mais qu'elles se faisaient parfois tirer l'oreille avant de s'y embarquer.

Déjà, Transport ajusté 2000 compte 300 membres, pour 8000 déplacements par année. Plutôt que de créer des problèmes de discipline, le système en a réglé. Depuis qu'il y a des adultes dans l'autobus, les enfants se tiennent bien plus tranquilles! ▲

Note : pour le projet en Beauce-Etchemin, voir la présentation sur le site Internet du RQVVS : www.rqvvs.qc.ca .



MICHELINE VERREULT

Consolider un projet Villes et Villages en santé



LOUIS POIRIER

Saviez-vous que dans le monde, le réseau des Villes et Villages en santé regroupe plus de 5 000 municipalités? Qu'au Canada, 200 municipalités en font partie dont 125 sont au Québec? Le réseau québécois relie actuellement environ 1 200 personnes. Pour Louis Poirier, coordonnateur du RQVVS et animateur de l'atelier, «Villes et Villages en santé, c'est un outil, une reconnaissance, un moyen de réseautage et un cadre pour agir».

Neuf personnes participaient à l'atelier, certaines nouvellement membres du Réseau et d'autres ayant une plus longue expérience. Leurs préoccupations sont variées: Comment mobiliser un projet VVS? Comment adresser des problèmes locaux? Comment s'arrimer ou se positionner par rapport à divers regroupements nationaux complémentaires? Chacune trouvera réponse au cours des quelques heures de l'atelier.

Cycle d'un projet

«En moyenne, le cycle des projets VVS est d'environ un an», estime Louis Poirier. Graphique à l'appui, il explique les différents cycles que peuvent suivre les projets et les

► «Je suis très contente de l'atelier. Ça répond à mes questions. Je repars chargée. Je réalise que notre milieu est mûr pour une évaluation.»

HUGUETTE SAINT-GERMAIN, conseillère municipale à Saint-Aimé, Montérégie

pièges qu'ils peuvent rencontrer: manquer le cycle des opportunités, passer trop de temps avant la mise en action, être trop ambitieux, etc. Selon Louis Poirier, «il faut bien calibrer le projet. C'est plus important d'avoir une vision qu'un plan stratégique».

Les comités Villes et Villages en santé démarrent souvent avec un petit projet en environnement. Progressivement, ils vont vers des projets plus larges, plus englobants, touchant la lutte contre la pauvreté ou l'amélioration de la concertation locale. «Près de la moitié des projets VVS commencent leur travail avec une consultation de leur population locale (sondage, rencontre publique, etc.)», explique le coordonnateur du Réseau. «L'autre moitié part un projet sur une problématique qui les touche. Mais au moment de se renouveler, de passer à une deuxième étape, les groupes ressentent généralement le besoin de consulter leur milieu», soutient-il.

Outils

Une série d'outils sont fournis, allant du très connu livre *L'obsession du citoyen* jusqu'au plus récent guide sur la *Sécurité dans les milieux de vie* présenté par Mme Renée Levaque. La Boîte à outils et l'annuaire des projets VVS font aussi partie du lot. «À VVS, on accompagne les communautés, on ne les contrôle pas», insiste Louis Poirier. Même le nom de VVS n'est pas imposé aux

membres. «Ce qui nous intéresse, dit-il, c'est tout ce qui peut favoriser un bon développement.» ▲

LE TABLEAU DE BORD DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : UN OUTIL «Évaluer avec mesure»

On a beaucoup parlé l'an dernier de développement durable. Mais peut-on l'évaluer? Le mesurer dans le temps? Du Centre québécois de développement durable (CQDD), qui existe depuis 12 ans à Alma, Annie Brassard est venue présenter un outil documentaire, devant une cinquantaine de participants-es, avec quelques problèmes de microphone...

Pour pouvoir suivre dans le temps les effets de nos actions, il faut dès le départ, ou le plus tôt possible, penser à une série d'indicateurs, collés sur nos objectifs, qui serviront de repères dans le futur. Ceux présentés par le CQDD (au nombre d'une quarantaine) sont indicatifs, car on peut s'adapter et en choisir d'autres, selon les priorités de notre groupe ou la disponibilité de l'information. «Il vaut mieux voir large», dit Annie Brassard, et «exclure le moins possible», en optant pour une assez grande quantité d'indicateurs.

Suite ci-contre

LE TABLEAU DE BORD DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : UN OUTIL « Évaluer avec mesure »



Choisir ses indicateurs

Mais il importe de s'entendre pour arrêter un choix d'indicateurs chiffrés précis. Par exemple, pour évaluer les actions sur la gestion des ressources naturelles, on pourrait prendre les données périodiques sur la quantité de matières résiduelles enfouies par habitant. Ou encore la quantité d'eau potable consommée par la population. Autre exemple, si l'objectif est d'assurer le renouvellement de la population et de contrer une décroissance démographique, il faudrait surveiller l'indicateur « bilan migratoire ».

Avec la mise à jour des résultats, les comparaisons dans le temps deviendront possibles. Le CQDD suggère de les évaluer, en donnant une cote de

satisfaction, très subjective, de 1 à 5 ans, pour pouvoir ensuite voir l'évolution, graphiquement, d'un coup d'œil.

Le CQDD distingue aussi une dizaine d'étapes dans l'utilisation du Tableau de bord du développement durable...

- 1) la documentation de la recherche,
- 2) la mobilisation des partenaires,
- 3) l'idéation du projet,
- 4) la définition de la durabilité,
- 5) l'élaboration d'un cadre de référence (en réordonnant les infos et les objets de mesure),
- 6) l'inventaire des indicateurs potentiels,
- 7) la sélection d'indicateurs,

- 8) la validation des indicateurs (par consultation),
- 9) la conception de la première édition du produit,
- 10) la diffusion et la pérennisation.

Car le travail ne doit pas s'arrêter après le lancement de la première édition. Il faut prévoir qui mettra l'outil à jour, avec quelles ressources, etc.

On peut se procurer « Le tableau de bord du développement durable : un outil » en le téléchargeant en format Pdf du site Internet du CQDD, au www.tableaubord-slsj.ca/accueil.htm, ou en leur commandant la version papier au coût de 12\$. ▲

CONFÉRENCE DE ROLAND ARPIN « Vous avez dit qualité de vie? »

La ville est la plus vieille institution du monde. Mais dans l'antiquité grecque, quand l'agora, la place publique, s'est fait détruire, « faute de place », on s'est fait avoir, dit Roland Arpin. Les technocrates ont eu raison de la démocratie. Dorénavant, il faudra faire la réforme des administrations publiques « sur la base des valeurs et non sur celle des techniques ».

Roland Arpin a longtemps été sous-ministre de l'éducation. Il a aussi

dirigé le Musée de la civilisation de Québec et a été secrétaire du Conseil du Trésor.

Pour les villes, « le principal défi à relever est celui de la qualité de vie ». Pour y arriver, on doit « être prêt à la nouveauté ». Selon Roland Arpin, la ville doit offrir des « chambres de décompression ». Il rappelle qu'au Québec, la ville a longtemps été un lieu de passage. Plus maintenant. « C'est impossible de toujours vivre à 100 km à l'heure! » ▲

ROLAND ARPIN



Cette conférence de Roland Arpin, devant une centaine d'entre nous, clôturait la fin de semaine. Avec leur dîner de style boîte à lunch, les participants-es se sont préparés ensuite à rentrer, en traversant les routes ensoleillées de la Beauce à une vitesse qu'on espère raisonnable.

Mot du Président

Chers membres,

Le Conseil d'administration du Réseau québécois de Villes et Villages en santé est fier de vous livrer son rapport annuel, qui prend cette année une nouvelle forme afin de mieux rendre compte de l'ensemble du travail réalisé par les membres du Conseil et par ceux de la permanence au cours de la dernière année.

Cette dernière année n'aura pas été vraiment différente de celles qui l'ont précédée, en ce sens qu'il nous aura fallu encore une fois évoluer dans un environnement très changeant, chargé de défis et d'opportunités mais également de quelques menaces, et avec des effectifs réduits au niveau de la permanence. Je tiens d'ailleurs à exprimer toute ma gratitude aux membres de l'équipe du Centre d'information et à mes collègues du Conseil d'administration pour le travail essentiel qu'ils ont accompli au cours de cette année. Je remercie également toutes celles et ceux qui ont accepté de s'investir dans le bon développement du Réseau, en participant à différents groupes de travail mis sur pied par le Réseau ou encore, en se faisant dans

leur propre milieu des promoteurs de l'idée de Villes et Villages en santé.

Il y a aujourd'hui déjà plus de 15 ans que le mouvement des Villes et Villages en santé a été lancé formellement au Québec et 13 ans qu'il existe sous sa forme actuelle d'une association de villes et de villages qui se consacrent au mieux être de leurs citoyens et partagent leurs expériences.



Après 15 ans et avec un réseau toujours en pleine progression, force est de constater que l'idée de Villes et Villages en santé tient la route et qu'elle occupe même un espace privilégié parmi les différents outils du développement des communautés. Les 14 nouvelles communautés que nous avons accueillies au cours de la dernière année, y compris deux MRC, celles de la Haute Gaspésie et des Pays-d'en-Haut, témoignent à elles seules éloquemment de cet intérêt porté pour le Réseau. Il en va de même de plusieurs ministères et organismes provinciaux, avec qui le Réseau collabore et partage ce souci pour la bonne santé des citoyens et celle des communautés.

En cette période de quasi-anniversaire (on aura sans doute l'occasion de mieux souligner les 15 ans de notre association en 2005!), le temps est propice pour prendre un moment d'arrêt afin de mieux mesurer l'importance du chemin parcouru et regarder l'avant. Le Conseil d'administration entend donc reprendre rapidement le travail dans les prochaines semaines pour faire le point sur le développement du Réseau et arrêter des pistes pour l'avenir. Et il compte pour cela sur l'apport des membres du Réseau.

Ceux-ci seront donc invités au cours des semaines qui suivent à nous faire part de leur vision et de leurs attentes par rapport à leur Réseau. Déjà, une réunion de quelques répondants tenue en juin dernier avait permis d'identifier plusieurs pistes pertinentes. Il nous fera certainement plaisir d'accueillir toute nouvelle idée que vous aurez et qui pourra contribuer à garder votre réseau fort et en santé

Marc Gascon
18 septembre 2003

Le colloque c'est aussi la fête!

